

LA GUERRE DU GOLFE

1991

Le regard d'Henri Guillemin sur la première Guerre du Golfe

Entretiens Henri Guillemin du 22 JANVIER 2022

Médiathèque de Mâcon

Présenté par Antoine Marzio, membre du CA de l'association Présence d'Henri Guillemin

Il est intéressant, avant de rentrer dans le vif de l'exposé sur ce court et dernier livre d'Henri Guillemin, de rappeler en préambule cet avertissement de l'éditeur, Utovie :

« Dès avril 1991, à chaud donc -comme il l'avait fait en 1945 pour La Vérité sur l'affaire Pétain- Henri Guillemin réfléchit à cette première « Guerre du Golfe », voulue par Georges Bush (père) et soutenue par François Mitterrand.

Déjà très fatigué, il avait tenu néanmoins à reprendre son analyse en juillet et août 1991.

On excusera facilement certaines tournures ou phrases qui auraient demandé à être remodelées. Le temps a manqué à Henri Guillemin (décédé quelques mois plus tard, en mai 1992) pour mettre la dernière main à ce texte.

Mais, tel quel, nous retrouvons avec émotion, intactes ses indignations, ses interrogations, sa passion. C'est pourquoi nous avons décidé de ne rien retoucher à cet ultime témoignage de l'historien. »

Cet ouvrage, donc, fut le dernier rédigé par Henri Guillemin, lui-même indiquant dans le dernier paragraphe le 7 août 1991, *« qu'il reprendrait à l'automne, et en troisième tentative, son effort pour suivre, et comprendre vaille que vaille, et malgré de graves ignorances communes aux « amateurs » de son espèce, la tragédie déclenchée au Moyen Orient par les Américains, à la suite d'un attentat de Saddam Hussein qu'ils attendaient, souhaitaient, guettaient, et dont un embargo blocus pouvait infailliblement venir à bout, mais l'état de guerre et les dévastations radicales entraient comme élément premier et constitutif dans le plan d'action américain »*.

A propos de François Mitterrand, il se dit, en post-scriptum de ce dernier texte, *« navré pour lui de sa docilité sans limite envers les Etats-Unis mais je connais ses raisons et ne lui en veux pas. Je persiste à le respecter et lui porte un attachement indestructible qui tient à sa philosophie personnelle, profondément attentive aux questions humaines le plus importantes »*

Il ajoute curieusement : *« J'ai beaucoup aimé Marc Sangnier, et la mère de François Mitterrand avait été « silloniste »*.

On aborde là le cœur du sujet, ou plutôt de ce qui a poussé HG à se lancer dans la rédaction de cet essai, à chaud, en avril 1991, la guerre s'étant déroulée du mois d'août 1990 à février 1991.

En fait, HG, comme beaucoup d'autres, dont moi-même à l'époque, n'a pas vraiment compris pourquoi la France s'est engagée dans cette affaire où elle n'avait aucun intérêt direct à défendre sauf, peut-être, de conforter son siège de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, siège souvent contesté.

« La Guerre du Golfe » de HG se présente en deux parties, la première, écrite dès avril 1991, s'intitule « A première vue », la seconde, écrite en juillet et août 1991, « Renseignements pris ».

Cette première partie contextualise sommairement le conflit puis le décrit à partir surtout des informations de presse disponibles.

La seconde partie analyse surtout le comportement et les motivations du président Mitterrand vis-à-vis de ce conflit dans lequel il a engagé la France.

Commençons donc par la première partie

Nous allons accompagner HG dans ce travail, ce qui nous permettra de nous remettre en tête les grandes lignes de ce conflit qui date de 30 ans.

La Guerre du Golfe est provoquée par l'invasion armée du Koweït en août 1990 par son grand voisin l'Irak, dirigé depuis plusieurs décennies par un dictateur, Saddam Hussein.

Les raisons invoquées par Saddam Hussein pour cette agression sont multiples et pas toutes dénuées de fondement :

- Le Koweït jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale était une province de l'Irak, lui-même région importante de l'Empire ottoman. En 1923, après le dépeçage de celui-ci, l'Irak devient protectorat britannique et le Koweït, séparé de l'Irak, devient une colonie britannique jusqu'à la proclamation de son indépendance en 1963, avec comme organisation politique une satrapie réactionnaire (à l'image de tous les pays pétroliers de la péninsule arabique).

Tout cela resterait cependant incompréhensible (« l'Orient, c'est compliqué ! » aurait écrit De Gaulle à son épouse lors d'un long séjour en Syrie en 1927) s'il n'y avait en arrière-fond une forte odeur de pétrole.

L'Irak, comme le Koweït, regorge de ce produit tant convoité et qui leur apporte de fabuleux revenus.

Avec toutefois une grande différence entre les deux pays : l'Irak est un pays très peuplé et très étendu, avec deux grands champs pétrolifères, l'un au nord (au Kurdistan) et l'autre au sud, dans le delta du Tigre et de l'Euphrate, mitoyen du Koweït.

Le Koweït est un petit pays peu peuplé. Sa séparation avec l'Irak et sa mise en coupe réglée par les Britanniques, remplacés ensuite par les Américains, a permis à ceux-ci de s'assurer directement des ressources en hydrocarbures à bon prix.

Avec trois sources de conflit potentiel :

- La forte réduction du débouché maritime de l'Irak sur le Golfe Persique.
- Le pompage du pétrole Irakien par le Koweït par des forages en biais.
- Le non-respect par le Koweït des quotas négociés au sein de l'OPEP, tirant ainsi les cours vers le bas.

Ajoutons à cela que la diplomatie américaine n'a pas tenu une position claire, laissant entendre à Saddam Hussein qu'elle n'interviendrait pas dans un conflit inter-arabe.

Rappelons à cet effet que les pays occidentaux avaient fortement incité l'Irak de Saddam Hussein à attaquer l'Iran en 1980, lors de la guerre Irak-Iran qui fit de part et d'autre environ 1 million de morts et laissa l'Irak exsangue et criblé de dettes vis-à-vis surtout de l'Arabie Saoudite et... du Koweït.

Les Occidentaux avaient alors fourni à l'Irak de nombreux armements modernes (chars, avions, hélicoptères, etc), qui ont servi aussi à Saddam à écraser dans le sang les Kurdes qui demandaient leur indépendance. Mais cela était pour la bonne cause : attaquer l'Iran de Khomeini et écarter l'Irak de la zone d'influence soviétique !

Revenons-en à notre Guerre du Golfe.

Saddam Hussein, persuadé du fait que son pays a été le seul à défendre la cause arabe face à l'Iran et sorti du conflit fortement endetté vis-à-vis de l'Arabie Saoudite (45 milliards de dollars) et le Koweït (15 milliards de dollars) demande à ceux-ci non seulement d'annuler ces dettes mais aussi de verser à l'Irak un montant équivalent en dédommagements et, pour bien se faire comprendre, masse d'importantes troupes à la frontière avec le Koweït. Bien sûr, ceux-ci refusent.

Pensant pouvoir cependant compter sur la neutralité des Etats-Unis, ce que lui aurait confirmé l'ambassadrice US en Irak, le 2 août, l'armée Irakienne envahit le Koweït.

Commence alors une période de flottement diplomatique, qui prendra progressivement fin avec l'affirmation de la détermination américaine à se lancer dans un conflit ouvert avec l'Irak, détermination jusqu'alors cachée par les contacts antérieurs USA/Irak visant à rétablir des relations diplomatiques correctes dans le but d'éloigner l'Irak de l'URSS (visite de Rumsfeld, alors secrétaire général de la Maison Blanche, à Bagdad en 1983).

Le président Bush, en pleine campagne pour les élections de mi-mandat de novembre 1990, lance une condamnation indignée et prend soin de se référer aux termes même de la Charte des Nations Unies, de parler de droit international, de respect des frontières, etc.

Il faut comprendre qu'en 1990 les Etats-Unis d'Amérique sont pratiquement devenus la seule grande puissance mondiale : l'URSS est en pleine glasnost / pérestroïka avec Gorbatchev, la Chine s'occupe de sa politique interne de développement économique avec Deng et sort à peine du massacre de la place Tienanmen, et donc, le 29 novembre 1990, la résolution 678 du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui autorise le recours à la force contre les forces irakiennes est adoptée par 12 voix pour contre 2 (Cuba, Yémen) et 1 abstention, la Chine. C'est la première résolution de l'ONU d'autoriser le recours à la force depuis la guerre de Corée en 1950.

Le président Bush déploie alors les forces américaines en Arabie Saoudite et exhorte d'autres pays à envoyer leurs propres armées sur le terrain.

34 états s'aligneront derrière les Etats-Unis, de façon plus ou moins symbolique pour la majorité d'entre eux, y compris des pays du bloc soviétique en déliquescence comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie ou la Roumanie.

Un embargo sur les armes est décidé, ainsi que le blocage des exportations de pétrole par l'Irak, exportations qui représentent 95 % des ressources extérieures du pays : il suffit de fermer les robinets des deux pipelines et de bloquer le seul débouché maritime de l'Irak, coincé entre le l'Iran et le Koweït

Les motivations de la réaction du président Bush sont sans doute fortement influencées par le complexe militaro-industriel américain, qui y voyait l'occasion de faire de bonnes affaires et par des dirigeants du Pentagone qui voient dans une expédition militaire facile et infailliblement victorieuse la réparation du lourd tort moral causé aux Etats Unis par la piteuse aventure du Vietnam.

En outre les Américains ont installé depuis la seconde guerre mondiale tout au long de la rive sud du Golfe Persique un chapelet de satrapies pétrolières qui leur apporte des bénéfices gigantesques : les Emirats Arabes Unis (Bahreïn, Abou Dhabi, Qatar etc) ce qui nécessite d'assurer leur protection.

L'arrivée des troupes américaines sur le sol saoudien afin, selon Bush, de protéger ce pays contre une invasion irakienne, a désagréablement surpris le roi Fahd, gardien des Lieux Saints de

Médine et de La Mecque, ce qui a priori ne l'autorise pas à accepter l'entrée de troupes chrétiennes sur le sol national. Bush, sur les conseils de l'ambassadeur saoudien à Washington, par ailleurs neveu du roi Fahd, envoie son secrétaire à la défense, Dick Cheney, convaincre le roi qui n'osera cependant pas s'opposer aux intentions du géant américain pour ce « bouclier du désert » qui s'installera chez lui, « *furieux bouclier*, souligne Guillemin, *contre une menace inexistante et rempart qui prend plutôt l'aspect d'une lance, ou d'un lance-flammes !* ».

Et la France ?

Le 3 août, Mitterrand répond à la demande de Bush et fait partir pour le Golfe la frégate *Dupleix* et trois avisos, puis, le 13, le vieux porte-avion *Clémenceau*, qui emportera une quarantaine d'hélicoptères de combat, de l'artillerie et un millier d'hommes, la Légion, des volontaires (et pas des appelés comme Guy Mollet l'avait fait en Algérie...).

Bush le remercie pour cette décision.

Lors de sa première conférence de presse sur ce sujet (il en tiendra beaucoup d'autres), le président Mitterrand spécifie que la France ne participe pas pour l'instant à la force multinationale que préconisent les Etats-Unis, qu'aucune requête, d'ailleurs, ne lui a été présentée à ce sujet et que, s'il le décidait dans ce sens, nous le ferions à notre façon et sous notre propre commandement (rappelons à ce sujet que la France en 1990 ne faisait pas partie du commandement intégré de l'Otan)..

Commence alors un intense grenouillage diplomatique entre les pays arabes du Golfe, la Jordanie, la Syrie, Israël, les Palestiniens (Mitterrand envoie discrètement Claude Cheysson, ancien ministre des Affaires Extérieures en 1981, rencontrer à Tunis Yasser Arafat) etc.

En fait, tout cela en vain car le président Bush, qui gagnera à une faible majorité les élections de « mid-term » en novembre 1990, majorité, selon Guillemin, redevable pour partie au vote juif, qui se mobilise fortement sur fond habituel de très forte abstention (70%).

Bush est déterminé à déstabiliser Saddam Hussein et réussit à réunir 33 pays derrière son pays.

Les Allemands et Japonais, qui refusent d'engager des troupes, sont mis à contribution financière : 15 milliards de dollars à eux deux, ce qui, ajouté aux quelques 30 milliards fournis par l'Arabie Saoudite et le Koweït, fait que cette « Invincible Armada » ne coûtera pas un dollar au contribuable américains (mais pas au contribuable français !).

Si Mitterrand est décidé à suivre Bush sans rechigner tout en affirmant son autonomie (ne pas passer pour des valets des Américains), plusieurs membres de son gouvernement et de son entourage sont loin d'être d'accord : Chevènement, Maurois en particulier, qui souhaitent voir déjà les effets de l'embargo avant de rentrer dans un conflit armé.

La droite française, par contre, par la voix entre autres de Jean d'Ormesson dans le Figaro, est entièrement favorable à la participation active du pays à ce conflit.

A la demande des Américains, il faut augmenter le nombre de troupes, ce qui pose un problème à Mitterrand qui ne veut surtout pas paraître au garde-à-vous devant Bush.

Il faut trouver un prétexte.

Il va vite se trouver : l'occupation et le pillage de l'ambassade de France au Koweït par les troupes irakiennes, au mépris de l'immunité diplomatique, et la détention (pendant quelques heures) de l'attaché militaire, détention pour laquelle Saddam Hussein présentera immédiatement des excuses.

Le prétexte trouvé, la France, au nom des Grands Principes, décide de l'envoi d'environ 5 000 hommes, au lieu des 2 000 prévus initialement.

Mitterrand annonce aussi que le lancement de ces opérations dépend aussi d'une décision officielle de l'ONU autorisant le recours à la force, sans laquelle la France, membre permanent de son Conseil de Sécurité, ne pourrait participer.

Le président Bush, sur les conseils de son Secrétaire d'Etat James Baker, préférerait s'en passer...

Pendant ce temps, l'affaire des otages français, anglais et américains capturés pendant l'invasion, contribue à détériorer le climat et à diviser la coalition : Hussein, fine mouche, propose de libérer rapidement les Français mais pas les Anglais ni les Américains...

Le ballet diplomatique se poursuit de plus belle en décembre 1990 et janvier 1991, Mitterrand propose la tenue d'une conférence internationale, ce que Bush ne veut à aucun prix, et les forces de la coalition se mettent en place au nord de l'Arabie Saoudite :

Forces impressionnantes, appuyées sur la logistique américaine, tout aussi impressionnante.

Face aux 530 000 hommes, 2 600 chars, 1 500 pièces d'artillerie, 1 700 blindés et 240 avions de combat de l'armée irakienne au Koweït, la coalition met en ligne 938 000 hommes et un nombre incalculable de chars, de pièces d'artillerie, de missiles, d'avions, d'hélicoptères, de bateaux etc.

Début janvier, intense activité diplomatique : côté français, Mitterrand mobilise ses meilleurs diplomates et proches : Roland Dumas, Michel Vauzelle, Edgar Pisani, qu'il charge de rencontrer Saddam Hussein et Tarek Aziz (le ministre des Affaires Etrangères d'Irak) mais aussi Hassan 2, Chadli, Yasser Arafat, Ben Bella etc, avec dans leur sacoche la proposition de conférence internationale.

Perez de Cuellar, alors secrétaire général de l'ONU fait la navette entre Genève et Bagdad où Saddam finit par lui faire faire antichambre plusieurs heures : humiliation à travers lui pour l'organisation qu'il représente.

Les Américains ne sont pas en reste : James Baker engage des négociations directes avec Tarek Aziz à Genève. Les deux protagonistes ont des consignes : surtout ne pas déboucher sur un accord. Seuls les otages, libérés, bénéficieront de ces discussions.

L'Orient, c'est vraiment compliqué !

En France, l'opposition à tout engagement militaire grandit : si Mitterrand refuse une seconde fois la démission de Chevènement (qui participera à Noël à la messe de minuit de la Légion stationnée à Djibouti...), un comité des 75 se place dans le sillage de Max Gallo, Régis Debray, Mgr Gaillot, l'amiral Sanguinetti, Michel Jobert et Waechter l'écologiste.

Une manifestation des opposants est organisée le 12 janvier : 40 000 participants selon la police, 200 000 selon les organisateurs...

Mitterrand s'en moque, il veut surtout ne pas déplaire à Bush. L'Assemblée Nationale est convoquée pour le 16 janvier après midi. Les 574 députés sont là. Ils n'ont pas à approuver ou désapprouver le Président qui, de par la Constitution, est le « chef des armées » et dispose de tout pouvoir en ce qui concerne la paix et la guerre. C'est donc en principe seulement le gouvernement, seulement Rocard, qu'ils ont à juger.

Le scrutin donne 533 voix à la guerre et 43 voix contre, dont 7 voix socialistes. Couve de Murville, ancien ministre des Affaires Etrangères du général De Gaulle, « majestueux et compétent » (dixit HG) désapprouve l'engagement de la France dans un drame « où elle n'a pas d'intérêt national » et Phillipe Seguin vote oui, tout en ne cachant pas sa préférence pour un embargo « infailliblement efficace ».

Un ultimatum est lancé à Saddam Hussein : si l'obtempère pas, l'attaque est fixée au 19 janvier 1991.

Il n'a pas l'intention d'obtempérer mais a dégarni en douce une partie de ses forces de premières lignes pour ménager l'avenir. On verra plus loin pourquoi.

Commencent alors les opérations militaires.

Pour la partie française, les différentes forces sont placées au sein d'une division créée pour l'occasion, la division Daguet, intégrée à l'opération de la coalition internationale sous commandement américain intitulée « Tempête du Désert ».

Dans les faits, le feu a été ouvert dans la nuit du 16 au 17

Voici son déroulement, abrégé :

- Cela commence dans la nuit du 16 janvier 1991 par un bombardement intense de cibles stratégiques, militaires et industrielles sur le territoire irakien, pendant 38 jours, provoquant des dégâts considérables : 1 800 tonnes de bombes sont déversées dès les premiers jours. Les avions de chasse Jaguar de Daguet assurent 15 raids de bombardement sans incident pour eux.

Puis il s'agit de détruire les cimenteries, les fabriques de lait en poudre, détruire en fait la puissance économique de l'Irak.

- Le 13 février, les Irakiens mettent le feu à une grande partie des puits de pétrole du Koweït.
- Puis le 24 février commence l'attaque frontale. Les troupes irakiennes se replient, souvent sans combattre, en laissant de nombreux prisonniers
- Manœuvre vers le Nord pour prendre Bagdad, les Français de Daguet se retrouvent en pointe, les plus proches de la ville, ce qui inquiète Mitterrand.

- Arrêt des hostilités par Bush le 28 dans le but officiel d'éviter des massacres et officieux de laisser à Saddam des forces suffisantes pour survivre au désastre.
- Le 4 mars, un sondage paru dans Libération souligne que 84% des Français approuvent l'opération.

Conclusions politiques :

- Pourquoi avoir laissé Saddam survivre (politiquement) ?
- Pourquoi Mitterrand a-t-il suivi (ou précédé ?) ?
- Où en est-on maintenant, 30 ans après ?

Je n'ai pas de réponses...

Henri Guillemin n'en a visiblement pas eu non plus dans ce dernier ouvrage, qu'il n'a pas eu le temps de terminer.

Et l'Orient, c'est vraiment compliqué !

A la suite de cette causerie Antoine MARZIO donne la parole à son invité, Michel CHEMINAL, ancien officier général de l'Armée de l'Air, membre de l'Etat Major Interarmes en charge du suivi des opérations aériennes à l'époque de la première guerre du Golfe. M. CHEMINAL présente de façon détaillée les opérations menées par les forces françaises dans le cadre de la division Daguet et répond aux nombreuses questions de l'assistance.

Antoine Marzio, février 2022